

conviendront que cette excellente réputation nationale impose à notre pays privilégié une obligation spéciale de conduire nos affaires tant internes qu'externes d'une manière conforme aux aspirations de tous les hommes de vivre dans un monde voué à la dignité humaine, à la justice et au progrès social. A cette fin, les Canadiens doivent tous s'engager consciemment à faire disparaître les préjugés raciaux, régionaux ou linguistiques car ils sont dégradants pour le monde, pour le Canada et pour nous comme individus.

A cet égard, je voudrais terminer en citant les phrases du discours de fermeture du premier ministre Lee Kuan Yew, président de la Conférence de Singapour. Voici ce qu'il a dit:

"D'une multitude de manières, la Conférence a reflété en miniature certains des aspects irréconciliables. Il sera trop couteux et trop pénible à l'humani-

té si ces conflits ne sont pas tempérés par un esprit de fraternité universelle."

Le Canada ne peut vivre à l'écart du monde. Ce qui se passe dans les endroits les plus reculés nous touche, comme nous l'avons constaté maintes et maintes fois. Si nous pouvons influencer ces événements pour le mieux, en assistant aux conférences internationales importantes, et en rencontrant les chefs d'États amis, alors il incombe au Canada de le faire. Ce devoir ne découle pas d'un vague rôle international que le Canada devrait jouer. Le Canada doit agir selon qu'il conçoit ses objectifs et ses intérêts. Il est dans notre intérêt qu'il n'y ait pas de guerre raciale générale en Afrique dans un avenir rapproché ou lointain. Si la Conférence du Commonwealth en a réduit les risques, et si la délégation canadienne a contribué au succès de cette Conférence alors, ses efforts n'ont pas été vains.